

Huitième Année - N° 83

October 1933

PROMÉTHÉE

REVUE MENSUELLE

Le Numéro } FRANCE: 3 fr.
 } ETRANGER: 5 fr.

ABONNEMENT

Un an 30 francs.

Etranger 50 francs.

Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan



Directeur : Georges Gvazawa

SOMMAIRE

Herriot à Moscou	G. G.
L'Ukraine point néuralgique	P. E. Briquet
Le X ^e anniversaire de la République Turque	Dr Mir Yacoub
La nouvelle politique extérieure des Soviets	M. Tchokaef.
Du rapprochement des peuples du Caucase	S. Pirtskelawa
L'Industrie du naphte du Caucase	Aph.
Les journées Ukrainiennes de Genève	Dmytro Boug
Revue de la presse	
Bibliographie : Le problème du Caucase du Dr Mir Yacoub. — Idel-Oural de M. G. Ishaki.	

Direction & Administration :
1, Square Léon-Guillot - PARIS (15').

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale

des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Herriot à Moscou

Le pèlerinage de M. Herriot à Moscou a revêtu le caractère d'un événement politique qu'on ne peut passer sous silence.

La Russie, pays immense avec ses étendues sans fin, ses cinq millions de kilomètres carrés et sa population de plus de 140 millions d'âmes, s'est depuis longtemps imposée à l'attention générale du monde. Fascinées par le mirage russe, les puissances européennes, d'après l'époque napoléenne, s'empressèrent, les unes après les autres, d'ouvrir les portes toutes grandes à l'immixtion politique de la Russie dans les affaires intérieures de l'Europe. Devenue en quelque sorte l'arbitre, la Russie profita des rivalités entre puissances pour tirer profit moral et matériel d'une situation si favorable pour ses visées politiques. Aussi la voyons-nous soutenir par tous les moyens l'illusion de sa puissance dans tous les milieux politiques intéressés.

On n'a pas oublié l'histoire de l'alliance franco-russe. Avec quel enthousiasme elle fut accueillie et soutenue dans toute la France ! Les chefs de l'Etat français croyaient de leur devoir

de venir de temps à autre jeter un regard sur cette Russie mystérieuse, s'entretenir avec le tsar et ses ministres et resserrer ainsi les liens d'amitié si précieuse, croyait-on, pour la sécurité de la France. On se souvient des interminables fêtes et des revues militaires organisées à cette occasion. Le Champ de Mars, à Pétrograd, où se déroulaient ces parades, présentait un spectacle inoubliable : l'infanterie alignée à perte de vue en murailles, les légions innombrables, massives, de superbes gaillards, cette cavalerie épique prête à se lancer à la conquête du monde, et ces hourras formidables poussés par des milliers de poitrines en l'honneur de l'Empereur et du Président, son hôte, tout cela donnait une impression inoubliable de force, de discipline et d'unité nationale. Ces revues terminées, le Président de la République s'en retournait tranquillement en France, l'esprit serein et le cœur soulagé de tout souci.

Qui, en effet, aurait pu prédire à ce moment les effondrements successifs, les trahisons, les crimes que le destin préparait dans l'ombre, derrière cette im-

posante façade ? Personne n'aurait voulu y croire, tant la Russie paraissait solide, inébranlable, indéfectible.

Le pèlerinage de M. Herriot évoque ce passé non encore oublié. « Nous devons penser, a-t-il dit, à l'avenir politique et économique de notre pays et ne pas rester derrière les fils de fer barbelés. » Et dans ce but, il travaillait depuis longtemps pour le rapprochement de la France avec la Russie nouvelle. Le pacte de non-agression, dernièrement conclu, en a marqué le tournant décisif. Une fois engagé dans cette voie, il dut continuer son œuvre et lui créer une atmosphère pour son développement ultérieur. Il a fallu faire encore un geste. Il l'a fait et, il faut lui rendre cette justice, il l'a fait avec tact et modération. Il a entrepris ce long voyage, visité un grand nombre d'établissements soviétiques, d'entreprises industrielles et agricoles, des écoles, des usines... Partout, il a été prudent et perspicace. Pas un mot trop chargé de symboles ou d'idées. Souvent, même sa parole est banale, quelquefois ironique, jamais de nature à froisser les susceptibilités de ses nouveaux amis.

Après une visite faite à une école militaire, il écrit sur un registre : « Je suis très heureux d'avoir visité ce beau camp d'instruction, où, sous l'autorité intelligente d'un chef, les exercices techniques s'accompagnent de distractions bien choisies. J'ai admiré cette belle jeunesse sous les armes et je lui ai adressé le salut d'un Français républicain. »

Une fabrique-cuisine (il y en a véritablement) lui inspire cette phrase qui ne manque pas d'une certaine saveur : « Je puis certifier que la soupe est excellente. S'il en est ainsi de tout,

c'est un restaurant digne de Lyon, la ville la plus gourmande de France. »

A en croire les journaux soviétiques, M. Herriot eut maintes occasions de contempler les champs des kolkhoz, d'assister au battage, de se documenter sur l'organisation de la récolte, et de causer longuement avec les directeurs des kolkhoz, avec les brigadiers et même avec les simples kolkhozniki. « A la suite de leurs premiers contacts, écrivent les *Izvestia* (29 août), avec l'agriculture collectivisée, nos hôtes ne cachent point la forte impression que leur a produite la richesse de la moisson. Le kolkhoz leur a donné le sentiment d'une collectivité paysanne très aisée. Faisant allusion à ce qu'on dit en France de la décadence des villes soviétiques, de la misère des campagnes, nos hôtes soulignent que leurs premières impressions attestent que le public français est trompé quant à la véritable situation de l'U. R. S. S. »

A Moscou, M. Herriot reprend l'accent de Bergerac : « Vos succès sont remarquables. Dniéprogès, que j'ai vu de mes propres yeux, est une création de tout premier ordre. Me basant sur une impression directe, je peux témoigner du succès de la large mécanisation du travail. »

« Nous n'avons pas oublié, déclara une autre fois M. Herriot, la série des grandes révolutions qui constituent les étapes de l'histoire de France. C'est pourquoi nous observons avec une sympathie profonde et sincère les efforts que vous avez déployés dans la lutte contre l'absolutisme et ceux que vous manifestez dans l'édification de la nouvelle société. Je me propose de raffermir dans tous les domaines l'amitié entre les peuples de nos deux grands pays. »

On le voit bien : pas un mot sur la

ruine du pays, pas une allusion à la famine qui ronge des pays jadis florissants tels que l'Ukraine et le Caucase du Nord. C'est cette lacune dans ses paroles et dans ses actes qui a provoqué une indignation générale contre le maire de Lyon et déchaîné contre lui une campagne des plus véhémentes dans la presse. On l'accuse d'avoir montré trop de complaisance envers les Soviets et d'avoir dissimulé « consciencieusement » la vérité, pourtant évidente et criante de la détresse générale en Russie. Mais il faut bien comprendre la situation particulière et très délicate où se trouvait M. Herriot. Un médecin appelé au chevet d'un moribond ne peut se permettre de dire toute la vérité sur l'état de santé du malade ; un ami encore moins. Herriot ne pouvait vraiment pas dire : « Mes amis, permettez-moi de vous déclarer en toute franchise que vous êtes perdus, que vos heures sont comptées. Vos mains sont rouges de sang. Vous êtes détestés à l'étranger et haïs chez vous. J'ai vu vos fabriques géantes qui se sont fermées avant que d'être ouvertes : ce ne sont que des pyramides dans le désert. J'ai questionné nombre de vos kolkhozniki, qui se sont montrés enchantés de votre économie collectivisée... Et qui donc parmi eux eût osé me révéler l'exacte vérité sans encourir le risque de recevoir, une heure après, douze balles dans le dos ? J'ai lu vos journaux pleins de mensonges. J'ai vu des magasins vides, des rues mornes, des visages éplorés et abatus. La famine, l'anthropophagie... ah ! je ne peux pas y penser sans frémir d'horreur. J'ai vu aussi vos soldats, bien vêtus, bien nourris, mais êtes-vous sûrs qu'à un moment propice, ils ne tourneront pas leurs fusils contre vous ?... Mais enfin, puisque vous redoutez la guerre qui serait mortelle pour vous,

tâchons au moins de maintenir la paix. C'est mon sincère désir. »

Naturellement, M. Herriot ne pouvait tenir un langage aussi déplacé. Il a dit ce qu'il devait dire, ni plus ni moins. Cette discrétion voulue ne signifie naturellement pas qu'il ignore la situation réelle de l'Union Soviétique. Nul ne s'en rend compte mieux que lui. La Russie actuelle n'est, certes, pas ce qu'elle était sous le régime tsariste. Elle a subi un bouleversement politique si profond, que l'aveugle même peut sentir, sinon voir, les larges brisures qui ont lézardé l'édifice de l'ancien empire russe. L'Ukraine n'est pas une partie intégrante de la Russie, moins encore le Caucase et le Turkestan. Sous la secousse de la guerre mondiale et de la révolution, sous le souffle créateur de la liberté, les peuples opprimés se sont réveillés. Ils continuent la lutte pour briser la soi-disant Union des Républiques soviétiques qui n'est qu'une nouvelle forme d'oppression et de brigandage, la plus inhumaine et la plus néfaste que le monde ait jamais connue. On oublie souvent en Europe que l'Ukraine compte plus de 30 millions d'habitants, le Caucase plus de 12 millions et autant le Turkestan. Nous n'avons pas à nous arrêter sur la richesse de ces pays ni sur le fait qu'ils ont été libres et indépendants, et que ce n'est que sous le coup de l'invasion de l'armée rouge qu'ils ont perdu leur indépendance.

Herriot est trop Français pour ne pas comprendre les aspirations légitimes de ces peuples. C'est sous son ministère et sous sa recommandation expresse qu'en 1924, M. Paul Boncour présentait à la S. D. N. une défense aussi éloquente que persuasive des droits de la Géorgie envahie et occupée.



33779

C'est lui encore qui adressa des lignes émouvantes à la liberté naissante de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie. Ne s'était-il pas montré toujours le gardien le plus vigilant de la noble tradition française, toujours animée d'une sympathie agissante en faveur des petits peuples ? Son pèlerinage à Moscou n'est donc qu'une oscillation momentanée de la politique générale. Il ne peut porter aucun ombrage dans le cœur et

l'esprit des peuples opprimés de la Russie soviétique.

« Nous devons penser à l'avenir politique et économique de notre pays », a dit M. Herriot. Mais où place-t-il cet avenir ? Dans le soutien de la tyrannie soviétique ou dans la liberté des peuples ?

Toute la question est là.

G. G.



L'Ukraine point névralgique

Héritiers de l'impérialisme des tzars, les Soviets ont su profiter de l'accord régnant parmi tous les Russes sur un point vital : l'intégrité, dans la mesure du possible, des frontières de l'ancien empire. Les peuples soumis autrefois et dont la Révolution avait relâché ou brisé la chaîne, sont retombés les uns après les autres sous l'autorité de Moscou. Seuls échappèrent ceux que put atteindre la protection des Alliés.

Le plus persévérant, le plus riche des territoires reconquis est certes l'Ukraine.

Étalée dans la steppe qui borde au nord la mer Noire, du Dniester au Don, elle est l'un des greniers du monde. Sa richesse est fabuleuse et sa terre inépuisable. Les villages s'y pressent, elle est plus peuplée que la France. La possession de ce pays de Cocagne est pour le régime soviétique une question de vie ou de mort. Car malgré ses pertes et sa détresse

actuelles, l'Ukraine fournit encore 60 % du blé, 80 % du charbon, 65 p. cent du fer et de l'acier soviétiques. Le Kremlin voulut d'abord s'attacher cette proie.

Il ne chercha point, comme les tsars d'antan, à écraser la nationalité ukrainienne. Au contraire. Il la flatta et lui octroya la plus large autonomie... quant à la langue. Théâtres, journaux purent s'exprimer dans l'idiome national. Et une république distincte... mais fédérée, fut créée. Il est vrai que cette république est ligotée; son gouvernement ne peut dépenser un sou ni faire imprimer une page sans l'assentiment de Moscou. Les Soviets n'en comptaient pas moins sur un effet moral. Ils s'appuyaient sur un parti communiste ukrainien qui, espéraient-ils, parviendrait à bolcheviser les masses, — et d'autant plus facilement que l'évangile communiste

pouvait être librement répandu en langue ukrainienne.

Ces efforts échouèrent piteusement. Le « Parti communiste ukrainien » ne tarda pas à entrer en conflit avec Moscou, et fut dissous sur l'ordre de l'autorité centrale. Ses membres furent exilés, fusillés. On fonda une nouvelle organisation, le « Parti communiste des bolcheviks de l'Ukraine », où l'élément ukrainien fut strictement limité. Le peu de succès de ce parti est prouvé par les chiffres suivants : Presque 70 % de tous les communistes de l'Ukraine sont des bureaucrates importés de Russie ; et l'administration soviétique ne compte jamais, en Ukraine, plus de 11 % d'Ukrainiens dans son personnel. Peut-on dès lors parler d'une « République ukrainienne ? »

Moscou voulait surtout gagner les intellectuels. Mais les concessions faites à la langue ne l'étaient pas à sa liberté de pensée. Sur ce point, comme sur celui de la liberté, l'*intelligentsia* ne transigea pas. Devant les pires dangers, elle ne faiblit point, et c'est là l'un des plus nobles titres de gloire de l'Ukraine. Les Soviets les abattirent sans merci. Le procès monstre de Kharkov (mars 1933), précédé de plusieurs autres, déféra au assises 45 intellectuels accusés d'avoir créé une « association pour la libération de l'Ukraine » et comploté la séparation d'avec l'Union soviétique. Ce procès à grand spectacle et aux intentions démagogiques n'aboutit qu'à des condamnations à l'exil et à la prison, car il s'agissait d'hommes en vue. Mais le menu fretin intellectuel fut traité plus durement. En un seul mois, celui de février, le tribunal de Kharkov prononça 1.500 condamnations à mort.

Les résultats ne se firent point attendre. Le *Communiste* de Karkow écrivait déjà le 19 mai 1931 que l'Ukraine avait 20.000 écoles sans maître. On leur dépêcha des communistes, presque illettrés et dont beaucoup ignoraient la langue ukrainienne. L'Eglise enfin, dernier refuge, fut accusée d'être affiliée à l'« association pour la libération de l'Ukraine ». Le métropolite Lipkiwsky et plusieurs évêques prirent la route des îles Solovietzks, l'horrible baignade de la mer Blanche.

L'Ukraine, cependant, était loin d'avoir achevé l'ascension de son calvaire. Le 85 % de la population du pays est formée de paysans. Ces paysans sont, plus encore que ceux de Russie, attachés à leur lopin de terre, à la propriété honnie des communistes. Ils recevaient souvent à coups de fusil les collecteurs de blé et la guerre civile régnait à l'état endémique. La collectivisation des campagnes en U. R. S. S., décrétée au moment où fut mis en application le Plan quinquennal, fut un coup droit à l'économie et à la nationalité ukrainienne. On peut même se demander si la création des fermes collectives ne fut point inspirée au Kremlin par le désir de mâter, de communiser de force l'Ukraine. L'établissement des *kolkhoses* fut pour l'Ukraine une catastrophe. La résistance passive des paysans amena l'amoindrissement désastreux du cheptel et la diminution des emblavures. Cette grève agricole se produisit sur tout le territoire de l'U. R. S. S., mais nulle part elle ne prit comme en Ukraine les proportions d'une lutte nationale. Staline ne s'y trompa point. Les Soviets se trouvaient menacés dans leurs œuvres vives, au moment même où ils

avaient le plus besoin de claironner au dehors le succès de leur Plan. Ils frappèrent donc l'Ukraine sans pitié. Ils s'attachèrent à la dénationaliser en déportant des villages entiers, dans la région de Kouban, en Sibérie et aussi dans le nord de la Russie. Le canal Néva-Mer Blanche, qui vient d'être achevé, fut creusé principalement par des mains de déportés ukrainiens. Dans le pays même la proportion de l'élément ukrainien est abaissée artificiellement par l'importation de main-d'œuvre venue d'autres régions et par la terreur : emprisonnements en masse, exécutions. Enfin la famine ayant naturellement éclaté, les Soviets la laissent faire son œuvre dans le grenier de la Russie.

Le système soviétique des républiques fédérées est donc un trompe-l'œil. Les pays reconquis sont exploités pour le maintien dans la région de Moscou et dans l'armée, d'une abondance relative. Le système aboutit à la dépopulation et à la ruine des autres provinces. Les communistes ukrainiens, animés d'un certain patriotisme, ont fini par s'en rendre compte et Skrypnyk, chef de la République soviétique d'Ukraine, s'est suicidé. On peut donc dire que le régime soviétique ne s'appuie plus en Ukraine que sur le Guépéou et les baïonnettes. Les communistes eux-mêmes se sont tournés contre lui.

Cette situation est critique pour Moscou, au moment où la disette règne partout, où la famine décime

l'empire de la frontière roumaine à l'Oural et au Caucase, et même en Sibérie. Que la révolte éclate et se propage, l'armée dispersée sur une immense étendue, risque d'être exterminée par petits paquets dans une guérilla féroce. La clef de la situation c'est évidemment l'Ukraine qui la tient.

C'est à la lumière de ces craintes qu'il faut voir et juger la politique étrangère des Soviets. La série de pactes de non-agression qu'ils viennent de conclure avec tous leurs voisins de l'Ouest ne tend qu'à leur laisser les mains libres pour mieux écraser leurs victimes et surtout l'Ukraine, point névralgique. L'entente avec Varsovie, spécialement, veut obliger la Pologne à maintenir une stricte neutralité sur sa frontière orientale, peuplée d'Ukrainiens, alors que la famine et les violences rouges se déploient avec toute leur fureur dans l'Ukraine russe.

L'Ukraine reste, en cet été 1933, l'été de la famine, le point névralgique de l'Europe orientale. Autour d'elle se nouent les intrigues politiques et des calculs savants, tandis que par centaines de milliers ses paysans affamés meurent sur la terre grasse. Et plein d'inquiétude, Staline remet à l'un des chefs de la Guépéou, Akoulouff, des pouvoirs discrétionnaires. A nouveau la terreur rouge déferle sur l'Ukraine.

P.-E. BRIQUET.

Rédacteur des Affaires Etrangères du *Journal de Genève*.

Le X^e anniversaire de la République Turque

Tout le monde se rappelle les efforts héroïques que le peuple turc manifesta à l'un des moments des plus dangereux de son existence. Sous la conduite de Gazi Mustapha Kemal Pacha il concentra tous ses efforts et battit les forces ennemies qui le menaçaient, libérant ainsi tout le territoire national. Cela fait, un problème se posa devant la Turquie : celui d'un changement radical dans la construction de sa propre vie. Pouvait-on appeler la vieille Turquie un Etat dans le sens propre du mot, en dépit de tous les attributs extérieurs qu'il comportait. Le régime d'avant-guerre de la Turquie était devenu caduc ; il était en pleine décomposition, point d'idéal général vers lequel aurait aspiré le gouvernement de l'Empire Ottoman dont faisaient partie des éléments et des peuples différents. Les personnalités à la tête du gouvernement étaient pour la plupart étrangers à la compréhension des intérêts du peuple turc. L'on comprend l'étendue des réformes dont l'exécution était indispensable à la nouvelle Turquie. L'exécuteur de ces réformes fut ce même Mustapha Kemal Pacha, l'un des hommes politiques contemporains des plus gé-

niaux. Il sut aborder la question tout en développant de larges horizons avec audace et perspicacité. Ces qualités étaient nécessaires pour produire cette cassure et cet énorme, pour ne pas dire surhumain, travail constructeur si impérieusement nécessaire pour l'organisation de l'existence ultérieure. L'un des principaux obstacles à cette transformation était le khalifat et puis le sultanat, deux pouvoirs, spirituel et temporel, concentrés dans les mêmes mains. Le khalifat, forme religieuse vétustée qui avait perdu son sens primitif pour devenir un anachronisme apportait en sacrifice au nom d'idées désuètes, les intérêts du peuple turc. Mustapha Kemal Pacha essaya de concilier ces principes et d'établir un parallélisme entre le Khalifat et la Turquie, mais il se rendit bientôt compte de l'impossibilité, du danger même que présentait une telle entreprise, les intérêts vitaux du pays exigeant l'abolition du khalifat ; c'est pourquoi, au nom des intérêts nationaux il sacrifia le khalifat. *Et c'est ainsi qu'il fut amené à fonder le culte national auquel il apporta tous les sacrifices.* Il subordonna les intérêts religieux aux intérêts nationaux. Il sépara l'Eglise

de l'Etat et proclama la liberté religieuse et de conscience après avoir retiré toute protection à une religion quelconque dans les limites du territoire turc. La pratique du culte est libre, *mais l'Etat appartient au peuple turc* ; en cela se résume le principe de la dictature du peuple turc, réalisée par Gazi Mustapha Kemal Pacha. Cette principale réforme a été appliquée avec succès ; elle a trouvé son écho, voire même un enthousiaste appui parmi le peuple. Une autre réforme, non moins importante est celle de l'écriture arabe qui ne pouvait répondre aux nécessités de la langue turque et qui, devenue archaïque, compliquait de ce fait l'étude de la langue et de la littérature. Depuis longtemps déjà cette écriture empêchait le développement de la culture turque. Mustapha Kemal Pacha et la Grande Assemblée Nationale mirent fin à une telle situation en introduisant l'alphabet latin, adopté de nos jours par le peuple dans son entier.

La deuxième grande réforme a été l'abolition complète du droit d'après le chariat qui répondait peut-être, il y a quelque 1.300 ans aux conditions de vie de l'Arabie et qui, à l'époque pouvait être considéré comme un institut génial, alors que de nos jours il ne saurait répondre aux nécessités de la vie moderne. Cet institut désuet fut remplacé par un code pénal et civil des plus modernes et des plus parfaits. Dans le même

temps, une armée turque nouvelle, digne du peuple turc était créée. Son organisation et son instruction étaient de beaucoup supérieures à celles de l'ancienne armée turque. Cette armée est en état de défendre la République turque en même temps qu'un facteur d'ordre et de paix dans le Proche-Orient.

Il est impossible d'énumérer dans le cadre de cet article les différentes réformes opérées par Mustapha Kemal Pacha. Il suffira de signaler la nouvelle organisation de l'administration, le développement du réseau des routes et chemins de fer et toute une série de mesures tendant au développement et à la renaissance économique de la Turquie. Ces réformes ne pouvaient pas ne point se refléter sur l'autorité de la Turquie à l'extérieur et cette autorité n'a cessé de s'accroître au cours de ces dix dernières années. La Turquie a conclu toute une série de pactes avec les différents Etats d'Europe ; elle est entrée dans la Société des Nations ; elle a conclu une alliance avec la Grèce et est devenue l'un des principaux facteurs politiques dans les Balkans et le Proche Orient. « L'Homme malade » dont la succession au cours du dernier siècle était attendue par les divers pays, n'existe plus aujourd'hui. Par contre, nous voyons une puissante République turque, pénétrée de la conscience de sa force et de sa dignité.

Aujourd'hui cette nouvelle République de Turquie fête son dixième anniversaire. De tout cœur les peuples du Caucase, de l'Ukraine, du Turkestan et autres qui luttent de nos jours pour leur indépendance saluent la République Turque et lui souhaitent plein succès. *Ces peuples n'ignorent point que l'existence d'une Turquie saine et puissante est l'un des facteurs indispensables, capable d'arrêter la marche de l'impé-*

rialisme russe. Nous sommes convaincus que la nouvelle Turquie qui a tant souffert, qui a supporté tant de sacrifices pour son indépendance ne peut pas ne pas comprendre les aspirations légitimes, l'ardent désir des peuples qui luttent pour l'idéal de leur liberté, de leur indépendance. La réalisation des idéaux de ces peuples répond aux intérêts vitaux de la Turquie elle-même.

Dr Mir Yacoub.

La nouvelle politique extérieure des Soviets

Ces derniers temps, toute la presse européenne est absorbée par des discussions au sujet des changements survenus dans la politique extérieure des Soviets. Le relâchement constaté dans l'état des relations soviéto-allemandes d'une part, le rapprochement soviéto-polonais et surtout soviéto-français d'autre part, joints à la déclaration faite par les Bolcheviks en vertu de laquelle ils renoncent à demander l'abolition du traité de Versailles peuvent faire supposer qu'un réel changement s'est produit dans tout le système de la politique extérieure soviétique. Il y a de quoi réfléchir, en effet. La lutte contre le traité de Versailles était jusqu'à présent le principal atout dans le jeu diplomatique du pouvoir soviétique. C'est ce qui expliquait en

toute logique, l'hostilité toute particulière des Bolcheviks contre la Pologne et la France. Il n'était point de calomnies et d'accusations qui ne fussent dressées dans la presse soviétique contre la France et la Pologne par la voix de ce même Karl Radek, champion aujourd'hui du rapprochement polono-franco-soviétique et, conséquemment, farouchement hostile à toute idée de révision du traité de Versailles. La France « impérialiste » et la Pologne « des seigneurs » apparaissaient non pas seulement dans l'imagination, mais dans la propagande active soviétique comme les ennemis les plus redoutables de la Russie des Soviets. C'est tout juste si ces deux puissances ne complotaient chaque jour de l'attaquer. Actuellement, il en est

tout autrement, le changement de décor est complet. L'amitié avec la France et la Pologne devient le fondement de toute la politique extérieure des Soviets. La revision du Traité de Versailles inquiète aujourd'hui les Bolcheviks plus que quiconque. Mais est-ce bien là, effectivement le changement radical du système de politique extérieure des Bolcheviks dont certains organes de presse ont commencé à parler? Les Bolcheviks ont-ils vraiment renoncé à leur « âme et conscience révolutionnaires », en d'autres termes le pouvoir soviétique a-t-il renoncé ou renonce-t-il à se considérer comme *l'état-major de la révolution prolétarienne mondiale* ainsi que le supposent certains publicistes et hommes politiques d'Europe? Une semblable hésitation et un changement aussi radical par rapport à certains milieux politiques d'Europe furent également observés après la proclamation du système de la *NEP* par Lénine. Nombreux furent ceux qui, à l'époque, estimèrent que l'orientation de Lénine vers une « nouvelle politique économique » était l'abandon définitif par le pouvoir soviétique du communisme révolutionnaire. Il est étrange que la presse européenne de l'époque ne fit aucune attention au discours de Lénine lui-même, lorsqu'il disait que la *NEP* était un recul de tactique à ce moment indispensable, mais que dans quelque temps le pouvoir soviétique « reprendrait l'offensive avec une vigueur nouvelle ». Il ne pouvait en être autrement, car d'après Lénine « des millions de petits propriétaires par leur activité journalière, invisible, inaperçue et décomposante obtient les mêmes résultats qui sont nécessaires à la bourgeoisie, qui la reconstituent. » L'on sait que la *NEP*

accordait une certaine liberté à l'activité économique de ces mêmes « millions de petits propriétaires. » La tâche principale du communisme et du pouvoir soviétique consiste précisément dans la lutte contre la bourgeoisie et contre l'élément bourgeois. Et aussitôt que cet élément petit-bourgeois, autrement dit, aussitôt que paysans et citadins commencèrent à manger à leur faim, que la psychologie du « ceci est à moi et cela est à toi » commença à paraître, le pouvoir soviétique annula la *NEP* et se prit à collectiviser, à organiser des « Kolkhoz » et des « Sovkhoz ».

De pareils phénomènes peuvent être observés en ce moment dans la politique extérieure des Soviets. De même que la *NEP* avait été proclamée par la force des événements et que de ce fait elle était dépourvue de sincérité, ainsi la nouvelle politique du pouvoir soviétique a été poussée par les événements pour n'être qu'un jeu dépourvu de sincérité auquel renonceront les Bolcheviks au moment opportun, comme ils ont autrefois renoncé à la *NEP*, car si la *NEP* était dangereuse pour les Bolcheviks du fait de la création d'une « atmosphère bourgeoise et d'instincts propriétaires susceptibles de menacer, de saper le terrain sous les pieds du communisme, de même la nouvelle orientation politique extérieure du pouvoir soviétique ne peut faire autrement que renforcer « l'atmosphère de Versailles » et consolider « l'esprit de Versailles », considéré par les Bolcheviks comme l'arme la plus dangereuse contre la révolution prolétarienne mondiale. Lénine n'a pas manqué de définir l'attitude des Bolcheviks et du pouvoir soviétique par rapport au Traité de Versailles. Ceux qui pensent que l'attitude du pouvoir sovié-

tique par rapport au Traité de Versailles est quelque chose de solidement établi et d'éternellement invariable se trompent, et ils se trompent lourdement. Le Traité de Versailles et le mécontentement qu'il soulève en Allemagne a été et restera pour le pouvoir soviétique l'un des instruments révolutionnaires de lutte contre le régime capitaliste-bourgeois, sans plus. Le but final des Bolcheviks et du pouvoir soviétique a été et reste invariablement la révolution prolétarienne mondiale. Le pouvoir soviétique est et reste « l'état-major de cette révolution. La tâche des communistes et des partis communistes de tous les pays consiste à garder et à maintenir le pouvoir soviétique en Russie en tant que centre idéologique et matériellement organisé de cette révolution. Pour atteindre le but fondamental et pour le maintien de « l'état-major de la révolution », les communistes de tous les pays et le pouvoir soviétique en Russie doivent être prêts à tous les sacrifices et à tous les compromis, notamment et tout particulièrement à des compromis en ce qui concerne le Traité de Versailles.

Il ne faut jamais oublier que pour les Bolcheviks et pour le pouvoir soviétique l'Allemagne, au moment même de sa plus étroite collaboration avec le pouvoir soviétique, était considérée à l'égal des autres Etats capitalistes du monde, comme un semblable repaire de bandits impérialistes. Mais il était plus facile d'utiliser l'Allemagne pour le jeu de la politique étrangère soviétique. Qu'il nous soit permis de signaler quelques recettes de Lénine en ce qui concerne la manière de diriger la politique étrangère par rapport à l'Europe et de nous reporter à sa fa-

meuse brochure devenue pour les communistes de tous les pays une sorte de « catéchisme communiste » sous le titre « La maladie infantile des gauchers, du communisme ». Dans cette brochure, Lénine gronde les communistes de gauche « allemands et anglais pour avoir refusé d'entrer dans les « syndicats réactionnaires » et pour avoir prêché le refus de faire partie des parlements réactionnaires bourgeois. Lénine engage les communistes *d'aller à tous les compromis, à tous les sacrifices, au besoin même, d'user de chaque stratagème, de chaque ruse, de loyauté, mensonge pour avoir la possibilité de pénétrer dans les syndicats, de s'y fixer et d'y faire à tout prix une besogne communiste.* »

Pour prouver la justesse et la nécessité d'une telle tactique Lénine cite l'exemple de la tactique employée par les Bolcheviks russes lors des élections à la Constituante russe. Les Bolcheviks russes, écrit Lénine, n'ont pas boycotté la Constituante (ils ont même pris part aux élections) pas plus avant qu'après la victoire du prolétariat et cela a singulièrement « facilité le succès de la dissolution de la Constituante « ainsi que » la fin politique du parlement bourgeois ».

Parlant de la tactique que doivent suivre les communistes de l'Europe Occidentale par rapport à « la bourgeoisie internationale », Lénine écrit :

« Lutter pour précipiter la chute du pouvoir de la bourgeoisie internationale, lutte cent fois plus difficile, plus compliquée que la plus tenace des guerres habituelles entre Etats, renoncer, ne outre, au cours de cette lutte à toute manœuvre, ne

pas recourir à des divergences d'intérêts, serait-ce provisoirement, entre ennemis, s'abstenir de tout accord et compromis avec possibilité, disons provisoire, d'obtenir des conditions fragiles, instables avec des alliés, n'est-ce point là quelque chose de parfaitement ridicule? Est-ce que cela ne vous rappelle point quelque chose de semblable à l'ascension difficile d'une montagne jusqu'à ce jour inexplorée et pour laquelle on renoncerait à faire des détours, à revenir sur ses pas, abandonnant parfois la direction prise pour essayer d'autres directions ?... », puis poursuivant : « vaincre un ennemi plus puissant n'est possible qu'en faisant un effort exceptionnel et en utilisant obligatoirement, d'une manière particulièrement prudente, méticuleuse, systématique les moindres « divergences » entre ennemis, chaque opposition d'intérêts entre la bourgeoisie de différents pays, entre différents groupes ou classes bourgeoises à l'intérieur de chaque pays. On utilisera également chaque possibilité de se créer un allié massif, serait-ce même provisoirement, d'une manière peu stable, incertaine, conditionnelle ».

« Celui qui n'a pas compris cela, déclare Lénine, n'a rien compris dans le marxisme et dans l'actuel socialisme scientifique en général » car se basant toujours sur Marx et Engels, il démontre que la « théorie communiste n'est pas un dogme, mais une indication à mettre en pratique. Conséquemment, la « théorie » du communisme ainsi présentée doit changer selon les circonstances. Tout en concluant une étroite alliance diplomatique avec l'Allemagne, le Gouvernement soviétique haïssait les capitalistes et la bour-

geoisie allemande, tout comme il haïssait la bourgeoisie et les capitalistes des autres pays d'Europe; ni plus ni moins. Cependant ce rapprochement avec l'Allemagne permettait au pouvoir soviétique de tirer plus facilement parti des « divergences entre ennemis ». Pour Lénine, ces « ennemis » n'étaient ni l'Allemagne et la France antagonistes, mais bien ces deux Etats par rapport au pouvoir soviétique. Lénine et le Gouvernement soviétique dans son entier connaissaient parfaitement la durée éphémère et conditionnelle de l'alliance diplomatique germano-soviétique, et elle était tout autant justifiée qu'elle permettait aux Bolcheviks de manœuvrer entre les impérialistes de l'Europe Occidentale. Les Bolcheviks n'ont jamais caché qu'ils étaient les ennemis nés du traité de Versailles, « *tout autant du moins que cela leur était nécessaire* ». Ils entrevoyaient certainement le moment où ils renonceraient à leur attitude hostile. Il sera donné, une fois encore, un passage de la brochure dont il a été parlé ci-dessus, en ce qui concerne le Traité de Versailles. Lénine écrit :

« L'une des erreurs certaines des « gauchers » d'Allemagne est l'insistance qu'ils mettent à ne pas reconnaître le Traité de Versailles. Plus ils forment avec « fermeté » et « gravité », avec « résolution » et « énergie » leur opinion comme par exemple le camarade K. Holner, et plus cela manque de sagesse. *Il faut comprendre qu'une erreur de tactique réside dans le principe qui n'admet point l'obligation pour l'Allemagne, au cas où une République soviétique allemande viendrait à se constituer, de reconnaître pour un certain temps le Traité de Versailles et de s'y conformer* ».

Et plus loin ce passage :

« La situation est telle que les communistes d'Allemagne ne doivent point se lier les mains et promettre obligatoirement de rejeter le Traité de Versailles au cas où le communisme viendrait à triompher... » Il faut dire : « Nous, communistes, userons de tous les moyens pour faciliter, pour préparer une alliance avec la Russie soviétique, ainsi qu'avec la Hongrie soviétique; en outre, nous nous considérons comme non obligés d'une manière absolue et immédiate, de rejeter le Traité de Versailles. La possibilité de le rejeter avec succès dépend non seulement des succès du mouvement soviétique en Allemagne, mais aussi dans le monde ».

Ainsi la reconnaissance ou la non-reconnaissance du Traité de Versailles dépend entièrement des « succès du mouvement soviétique obtenus dans le monde », c'est-à-dire de la révolution prolétarienne. Tant que ces succès ne se seront point manifestés avec assez de force, il faut, disons même, absolument reconnaître le Traité de Versailles et s'y soumettre, attendu qu'une offensive déclenchée trop tôt contre Versailles peut amener des résultats contraires au but que se proposent d'atteindre le pouvoir soviétique, avec les partis communistes d'Europe et d'ailleurs dont ils reçoivent les directives.

En se posant aujourd'hui, dans les colonnes des journaux de Moscou, en défenseur de la situation créée en Europe par le Traité de Versailles, Karl Radek n'a rien dit de nouveau. Il n'a fait que répéter ce que Lénine écrivait à ce sujet il y a quelque treize ans...

Se justifiant des accusations de

pencher par trop vers les compromis, accusations portées à l'adresse du pouvoir soviétique au sujet du Traité de Brest-Litovsk par les « socialistes de gauche » de l'Europe Occidentale, Lénine donne les explications suivantes dans cette même brochure :

« Imaginez que des bandits aient arrêté votre automobile. Vous leur remettez l'argent, le passeport, le revolver et l'automobile ; vous êtes, à ce prix, débarrassé du voisinage peu agréable des bandits. Le compromis est patent, réel et l'on trouverait difficilement un fou pour déclarer un tel compromis « inadmissible en principe » ou qui déclarerait que l'homme avait conclu un compromis semblable est de connivence avec les bandits, dussent les bandits utiliser l'automobile comme instrument de nouveaux brigandages. Notre compromis avec les bandits de l'impérialisme allemand était semblable à ce compromis ». Qui pourrait affirmer que la reconnaissance actuelle du « statu quo de Versailles » ne sera pas interprétée de la même manière que le Traité de Brest-Litovsk par Lénine ? Pour les Bolcheviks et pour le pouvoir soviétique, l'Europe, plus particulièrement les grandes puissances européennes ont été considérées et le seront toujours comme des « bandits en armes ». Supposer qu'il en est autrement, que le pouvoir soviétique a changé son âme et qu'il a renoncé à sa « conscience », c'est-à-dire à la révolution mondiale serait plus que de la naïveté.

Il est clair que l'alliance diplomatique avec l'Allemagne a fortement consolidé le pouvoir soviétique. L'on peut craindre que de nouveaux rapprochements, surtout si

ces rapprochements sont accompagnés de sommes d'argent mises à la disposition du pouvoir soviétique n'apportent un précieux appui au pouvoir soviétique juste au moment où il éprouve un danger des plus pressants à l'intérieur du pays.

La marche sinueuse de la diplomatie soviétique produit par ailleurs visiblement l'impression que les Bolcheviks renoncent à l'idée de la révolution mondiale. Quelle impardonnable erreur ! Le pouvoir soviétique a été et restera « l'état-major de la révolution prolétarienne mondiale ». Le Gouvernement soviétique qui engageait les communistes allemands à la nécessité de se soumettre au Traité de Versailles du fait de la situation incertaine du « succès du mouvement soviétique »

prend lui-même aujourd'hui cette position en reconnaissant provisoirement le Traité de Versailles.

Pendant ces quatorze dernières années, le pouvoir soviétique a été soutenu par la lutte contre le Traité de Versailles. De nos jours, lorsque l'on a compris qu'il était plus facile d'obtenir des ressources en soutenant le « statu quo de Versailles », pourquoi s'obstiner dans cette lutte ? Pour la révolution mondiale, le plus important c'est de maintenir le pouvoir soviétique. Pour sa conservation l'on peut, l'on doit même aller à tous les « compromis », à des « accords », à toutes sortes de « ruses », de « manœuvres », jusques et y compris le mensonge, voire même jusqu'à la reconnaissance du Traité de Versailles.

M. Tchokaef.



Du rapprochement des peuples du Caucase

On parle beaucoup en ce moment de l'union des peuples du Caucase et de la Confédération caucasienne. Cette idée est devenue populaire et ne rencontre plus d'adversaires chez nous. Ce n'est pas une théorie abstraite, puisqu'elle a une base réelle, large et profonde; pour nous, surtout, Géorgiens, elle présente une valeur particulière. Mais la réalisation de la Confédération caucasienne n'est pas une chose aisée, comme d'aucuns le pensent. Il ne faut pas oublier qu'elle rencontre pas mal d'obstacles intérieurs aussi bien qu'extérieurs.

La Confédération caucasienne est une entreprise lourde et difficile au fond; il ne suffit pas, pour sa réalisation, d'avoir une bonne volonté ou un penchant idéaliste. Ce qui est nécessaire, c'est le travail intensif, la lutte, l'activité dans tous les domaines. Le mouvement libérateur des Caucasiens, leur travail solidaire, par exemple, sont grandement entravés du fait qu'ils ne se connaissent pas suffisamment les uns les autres, qu'ils sont moralement étrangers les uns aux autres. On parle et on écrit beaucoup sur la nécessité de s'unir, de prendre toutes mesures en vue de créer un Etat confédéré du Caucase; mais, en réalité, on ne fait absolument rien pour le rapprochement moral et culturel des éléments caucasiens, pour la connaissance mutuelle de leur passé, de leur présent, de leur vie morale et intellectuelle, de leur littérature et de leur activité. Nous ignorons réciproquement nos pensées et nos tra-

vaux, les uns ne savent ce que pensent les autres ni ce qu'ils font. Et pourtant, cette connaissance n'est-elle pas la base d'une politique commune? Sans cette connaissance réciproque, est-il possible d'avoir une compréhension mutuelle et de déployer une activité coordonnée?

C'est un pur hasard si l'on trouve dans la presse géorgienne quelques bribes de renseignement sur nos voisins. Parmi les Géorgiens, vous n'en trouveriez pas un qui sache l'arménien ou l'azerbaïdjanien, et qui soit en mesure de faire connaître à ses compatriotes ce qu'on écrit dans la presse de nos voisins. C'est à peu près dans la même situation que se trouvent les autres Caucasiens.

Le service d'information est, comparativement, mieux organisé chez les Arméniens. En d'autres moyen, de rapprochement moral et intellectuel, tels que des réunions, des conférences sur la vie du Caucase, sa culture, ses aspirations. Mais dans cette voie aussi, rien ne marche.

Je voudrais souligner particulièrement notre complète ignorance de notre histoire, sans laquelle il est presque impossible de s'entendre. Nous n'avons pas une idée exacte de nos relations réciproques dans le passé. Cependant, il est incontestable que, si nous avions une connaissance véridique de nos rapports séculaires, l'entente et la solidarité eussent été beaucoup plus aisées de nos jours.

Il est vrai que le Caucase est une notion relativement récente, mais le voisinage des peuples du Caucase et leurs rapports réciproques ne sont pas l'œuvre du siècle passé. Non, ils ont une longue histoire au cours de laquelle la Géorgie a joué un rôle remarquable. Cela ne veut pas dire que le rôle des autres peuples y fût effacé. Les Arméniens, dont l'hégémonie dans le Sud-Ouest, au cours des premiers siècles, est incontestable, présentaient une grande force culturelle. Leur collaboration avec les Géorgiens a laissé des traces profondes. L'histoire connaît bien l'influence ineffaçable qu'eurent sur le Caucase en général et sur la Géorgie en particulier, les Turcs-Seldjouks (ancêtres des Azerbaïdjanis). Les Ossètes eurent jadis un grand Etat dont nous retrouvons l'écho dans la vie légendaire de Vaktang-Gorgaslan. Les annales géorgiennes sont remplies de faits touchant aux relations de leur amitié et dévouement. Ils ont pris une part active dans presque toutes les guerres où la Géorgie s'est trouvée engagée. Côte à côte avec les Géorgiens, ils ont monté la garde au défilé du Darial et, ensemble, ils ont barré la route à l'invasion russe au cours des dix-huitième et dix-neuvième siècles. Les Géorgiens tenaient en haute estime cette amitié et travaillaient de tout cœur pour le développement culturel du pays. C'est ainsi qu'ils

composèrent un alphabet ossète vers la fin du dix-huitième siècle. Les relations avec les autres montagnards furent tout aussi amicales. Il est particulièrement intéressant de noter les rapports amicaux qui ont existé avec les Circassiens, dont le nombre dans l'armée du roi Iraklé II était toujours considérable.

Tout ce passé est plein d'enseignements. Il faut s'en souvenir, il faut l'étudier, le mettre en relief et s'en inspirer. C'est nécessaire, c'est indispensable au jour où nous sommes. Ce passé peut projeter de la lumière sur le présent et imprimer sur la politique du Caucase tout entier une orientation claire et précise. Certes, les rapports des peuples du Caucase ne furent pas toujours amicaux ; des conflits sanglants quelquefois eurent aussi lieu ; mais ce qui est pour nous particulièrement précieux, c'est cette union, cette collaboration, ce dévouement et cette fidélité dont les peuples du Caucase firent preuve au cours de leur longue histoire.

Voilà ce qu'il faut qu'on sache et qu'on apprenne. Ce que l'histoire nous a légué peut cimenter l'union des peuples du Caucase et servir de base à la Confédération caucasienne.

S. Pirtskelawa

.....

L'Industrie du naphte du Caucase

Le journal *Petroleum* des 16 et 23 août, paraissant à Vienne, décrit la situation de l'industrie du naphte en Azerbaïdjan et dans le Caucase du Nord sous un jour bien sombre. Le dit organe signale que les chiffres obtenus par l'« Aznepht » et le « trust du naphte » au cours de cette année 1933 sont loin d'approcher ceux envisagés dans le plan.

Le pouvoir soviétique se propose de prendre toutes mesures susceptibles de remédier à cette insuffisance et à cette maladie de l'industrie du naphte en Azerbaïdjan, aussi bien que dans le Caucase du Nord et il envisage certaine réorganisation de l'industrie du naphte afin de réaliser son plan à l'Aznepht. Cette réorganisation concerne aussi le « Groznepht ». L'un de ces jours Moscou élaborera un plan définitif de réorganisation et de réforme de l'industrie du naphte en Azerbaïdjan et dans le Caucase du Nord. Ce plan envisage pour l'Azerbaïdjan une extraction annuelle de 44.000 tonnes de naphte et de 18.000 tonnes pour le Caucase du Nord. Le journal ci-dessus ne croit pas que le plan élaboré par Moscou donne de bons résultats et qu'il justifie les espoirs du pouvoir central.

En ce qui concerne la réorganisation proprement dite, les journaux allemands les plus importants, la *Deutsche Bergwerks Zeitung* et la

Berliner Börsen Zeitung manifestent un certain pessimisme. Ces journaux, décrivant à leur tour cette réorganisation soulignent qu'elle consiste dans l'exploitation chimique des industries du naphte et voici ce qu'ils en disent :

« Moscou ordonne qu'en dehors de l'exploitation actuelle des puits existants, 300 nouveaux puits soient mis en exploitation. A partir du 1^{er} octobre, l'extraction doit être poussée jusqu'à 45.000 tonnes. De plus, au cours de 1933 et jusqu'au moment où la Volga sera prise par les glaces, 500.000 tonnes de naphte doivent être transportées dans la mer Caspienne pour les besoins de l'industrie lourde de la région centrale.

D'autre part et par ordre du commissaire de l'industrie lourde, 150 instruments d'extraction environ, 700 tonnes de perforeuses, 350 moteurs électriques, 175 transformateurs doivent être envoyés en Azerbaïdjan. En outre, Moscou exige que toute mesure soit prise pour que, au cours de l'année 1934 la production en Azerbaïdjan atteigne le chiffre de 20.000.000 de tonnes.

Ces mesures décrétées par Moscou s'expliquent du fait que l'industrie du naphte joue un rôle important non seulement en ce qui concerne le combustible nécessaire pour l'industrie, mais aussi en tant que produit d'exportation susceptible de

procurer de l'argent à l'Union soviétique.

La *Berliner Börser Zeitung* parlant de la situation de l'industrie de l'U. R. S. S. nous fournit d'intéressantes données tout en soulignant la situation tragique de la dite industrie et l'apparition d'un nouveau plan de réorganisation. On lit à peu près ce qui suit :

« Pour le perfectionnement de l'industrie du naphte en Azerbaï-existants, 300 nouveaux puits soient au cours de l'année 1934 à des spécialistes d'Amérique ayant un stage déjà long et de l'expérience dans ce domaine. A la fin du mois d'août, écrit ce journal, un congrès du naphte s'est tenu à Bakou. Près de 200 spécialistes de Russie, pour tout ce qui touche à l'industrie du naphte y ont pris part. L'on y comptait également des professeurs étrangers. MM. Herold, Juren, Holland. Le point principal porté à l'ordre du jour du congrès était l'élaboration du plan d'exploitation de nouveaux champs pétrolifères. Et pour mieux réaliser leurs plans, les Soviets ne se contentèrent point de faire venir des spécialistes d'Amérique, mais ils envoyèrent dans ce pays quelques-uns de leurs spécialistes pour se perfectionner. Leur départ pour l'Amérique a déjà eu lieu et l'on signale leur passage à travers l'Allemagne.

Parmi les membres de ce congrès figuraient deux Turcs et des Arméniens. Parmi les Turcs, l'on n'en compte pas un seul qui soit originaire de l'Azerbaïdjan du Caucase et qui soit spécialiste pour la question du naphte; ce sont des Turcs pris dans le milieu ouvrier.

Parmi le groupe de personnes en-

voyées en Amérique l'élément ouvrier domine. Dans ce groupe l'on ne compte qu'un seul Turc, un ouvrier, lequel n'a été accepté que sur la recommandation expresse de M. Serebrovski auquel il sauva la vie pendant la révolution de 1905. C'est en reconnaissance de cet acte que cet ouvrier a été joint à la liste des partants. D'une manière générale les ingénieurs aussi bien que les ouvriers turcs d'Azerbaïdjan sont éliminés, M. Staline, dit-on, ne voulant pas en voir parmi ses fonctionnaires; il en est de même des ressortissants persans. Cependant « le chauvinisme de Staline » n'élimine point les Arméniens en tant que spécialistes ou simplement ouvriers. La politique du camarade Staline par rapport aux Turcs-musulmans se découvre une fois encore; elle se montre sous son vrai jour aux yeux de tous les musulmans.

Notre confrère *Le Matin* qui est toujours bien informé en ce qui concerne l'industrie des pétroles a ces jours-ci écrit que, en U. R. S. S. pays gros producteur de pétrole, les ménagères en sont réduites à faire queue à la porte des magasins pour obtenir une maigre ration. Cette situation paradoxale, soulignée par tous les voyageurs, a été, on le sait, relevée par M. Herriot.

Comment expliquer une telle parcimonie dans la distribution?

Le président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre qui avait pu se faire fournir sur place toutes les explications utiles, a déclaré à ce propos :

— « J'ai demandé comment ce fait pouvait se concilier avec l'énorme production de pétrole de Russie. On m'a répondu que les récoltes étant fort belles cette année, une

grosse quantité de pétrole a été employée pour les machines agricoles. Quant au complément il est en grande partie exporté et ceci fait partie d'un vaste plan d'ensemble grâce auquel la Russie se procure les devises étrangères dont elle a besoin. »

Malheureusement pour ceux qui ont renseigné M. Herriot, et cela montre une fois de plus qu'il ne convient peut-être pas d'accepter sans contrôle les déclarations des dirigeants moscovites, cette explication ne résiste pas au simple examen des faits, ainsi que nous avons pu nous en convaincre. Et pour ce faire, il ne nous a pas été besoin de nous rendre en Russie et nous n'avons eu qu'à frapper à la porte de l'Office National des Combustibles Liquides.

De minutieuses et très fidèles statistiques y sont constamment tenues à jour en ce qui concerne la production et la consommation du pétrole dans le monde et même en territoire soviétique. Et voici ce que nous y avons appris de la bouche de M. Filhol, le très compétent chef des informations de cet office :

« En 1918, année de nationalisation des pétroles de l'U. R. S. S., la Russie a produit 3.234.500 tonnes de pétrole brut, et cette production n'a fait, à de rares exceptions près, que croître chaque année pour atteindre 22.323.600 tonnes en 1931. En 1932, une légère diminution a été constatée, mais la production a encore atteint 21.495.000 tonnes.

« En 1932, 20.213.400 tonnes de ce pétrole brut furent traitées et donnèrent :

« 1° Essence légère : 1.886.300 tonnes; essence lourde : 416.970 tonnes; essence de craking : 591.640 tonnes. Total : 2.897.910 tonnes.

« 2° Pétrole lampant : 7.857.500 tonnes.

« Voilà pour la production. Quant à la consommation pétrolifère totale, en 1932, et d'après les statistiques en cours à ce jour, il paraît devoir atteindre 11,6 % pour 1933.

« Tout le reste de la production a été exporté. C'est pourquoi les interlocuteurs de l'ancien chef du gouvernement français ont pris de singulières libertés avec la stricte vérité lorsqu'ils assurent « qu'une grosse quantité de pétrole avait été employée pour les machines agricoles. »

« Un peu plus de 10 % seulement de la production pétrolifère étant consommée en territoire russe, cette grosse quantité apparaît, en effet, avoir dû être forcément assez réduite tout au moins en comparaison) d'autant plus que sur ce 1/10 consommé en Russie doit être compris le minimum de pétrole nécessaire, malgré toutes les restrictions, à l'éclairage de 160 millions d'habitants, dont les 4/5 ignorent l'électricité.

« Mais il y a mieux : en Russie, les tracteurs presque tous de provenance américaine, brûlent du « gas-oil » ou du « fuel-oil », sous produits lointains du pétrole. Et les techniciens de l'Office des combustibles pensent que leur consommation doit varier de 1/4 à 1/2 litre de liquide par cheval et par heure d'utilisation... C'est dire le nombre formidable de tracteurs qui devraient être employés par les agriculteurs russes pour que leur consommation puisse atteindre les « grosses quantités » dont il a été parlé à M. Herriot, afin de justifier la sous-consommation imposée aux populations.

Mais, par contre, les dirigeants

moscovites ont été sincères et ont même laissé percer le bout de l'oreille lorsqu'ils ont avoué que « le complément était en grande partie exporté pour permettre à la Russie de se procurer les devises étrangères dont elle a besoin ».

« Ce « complément » est vraiment une trouvaille comme euphémisme, car comportant, et de beaucoup, la plus grosse partie de la production

il pourrait plutôt être traité de « principal »...

« Que diraient les communistes français si le gouvernement désireux d'exporter à tout prix et le plus possible, ne répartissait qu'un dixième de la récolte de blé entre les consommateurs et n'hésitait pas ainsi à priver de pain la population et à soumettre celle-ci aux restrictions les plus pénibles? »

Aph.



Les journées Ukrainiennes de Genève

La fin de Septembre 1933 marque une page de plus dans le livre de l'histoire de l'Ukraine! Cette fois c'est la question de la famine, menaçant de mort des milliers et des milliers d'Ukrainiens qui a retenu l'attention des membres de la S. D. N.

Depuis longtemps la presse mondiale relatait la situation tragique créée en Ukraine par la politique des Soviets. Les articles parus dans les différents journaux du monde apportaient chaque jour les nouvelles les plus tragiques. L'opinion publique finit par s'émeouvoir. Des Comités de secours aux affamés furent créés par les Ukrainiens à Lwow, à Czernovitz, à Prague, à Varsovie, à Bruxelles, et tout fait supposer que des Comité internationaux se créeront également; des appels

émanant de milieux ecclésiastiques sans distinction de religion, des organisations culturelles et humanitaires furent lancés.

C'est dans cette atmosphère que la question de la famine en Ukraine fut présentée à la Société des Nations! Mais avant que d'être soulevée au Conseil de la Société des Nations cette question retint l'attention de deux congrès internationaux dont l'influence sur l'opinion publique est évidente. Ce sont : le congrès des minorités qui a tenu ses assises à Berne et le congrès de la C.I.A.M.A.C. (Conférence Internationale des Anciens Combattants) qui réunit les représentants de millions d'anciens combattants venus de différents pays à Genève. Ces deux congrès furent saisis de la question

de la famine et ils présentèrent à la Société des Nations des résolutions en faveur de l'action internationale pour secourir les affamés de l'Ukraine.

Mais l'action directe devant le Conseil de la Société des Nations ne commença qu'après l'arrivée des représentants ukrainiens à Genève. Le Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne était représenté par M. Choulguine qui préside en même temps le Haut Conseil des Emigrés Ukrainiens et l'Association Ukrainienne pour la Société des Nations! Le Comité de Secours aux Affamés de Lwow y était représenté par Mme Rudnicka et par M. Pelensky, députés; le Comité de Bucovine par M. Zalozetzky, sénateur, et par M. Serbyniuk, député. Il y avait aussi des représentants du Comité de Bruxelles, etc.

Les représentants des Comités de Lwow et de Czernowitz adressèrent à M. Mowinckel, ministre de Norvège, Président du Conseil de la Société des Nations, une lettre dans laquelle ils demandaient de « porter la question de la famine qui sévit dans l'Ukraine Soviétique devant le forum de la Société des Nations et d'amener la Société des Nations à organiser une action internationale en faveur de la population ukrainienne qui meurt de faim ».

Cette lettre fut appuyée par une lettre du professeur Choulguine que nous citerons *in extenso* :

« Monsieur le Président,

« Depuis 1920, j'ai dû défendre auprès de la Société des Nations, comme représentant du Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne devenue en 1921 victime de l'agression de Moscou, des intérêts politiques de mon pays

parfois très graves. Cette fois, j'ai l'honneur de m'adresser à votre Excellence pour défendre une cause qui est au-dessus de toute politique. C'est un grand problème qui touche à la conscience humaine : en pleine paix des centaines de mille, des millions d'hommes meurent de la famine; ils souffrent atrocement sans aucun secours presque au centre de l'Europe. L'existence même d'une grande nation est menacée.

« Notre peuple est en deuil. Tous les Ukrainiens, toutes nos organisations se trouvant en dehors de l'U. R. S. S. sont unanimes pour prier la Société des Nations d'élever sa voix pour sauver notre peuple.

« Ici même, à Genève, plusieurs représentants ukrainiens sont accourus pour témoigner par leur présence ou par leurs appels leur solidarité avec la cause que je défends ici. Les délégués des comités ukrainiens de secours aux affamés qui se sont constitués à Lwow, à Czernovitz (Bucovine), à Prague et à Bruxelles, la Société des émigrés, dite l'Union européenne, ont tenu à se faire représenter à Genève en ce moment tragique pour l'Ukraine afin de défendre auprès de la Société des Nations en ce qui concerne la famine, la cause qui est également la nôtre.

« Je suis informé que les députés ukrainiens au parlement de Pologne qui représentent le Comité de secours aux affamés de Lwow, ont présenté à Votre Excellence, aujourd'hui même, un mémoire dont le texte, grâce à l'amabilité de ses signataires m'a été communiqué. Je m'associe donc intégralement à ce mémoire et j'y associe les organisations que je préside : le Haut Conseil des Réfugiés Ukrainiens (fédérations des organisations centrales

des réfugiés se trouvant en Belgique, en Bulgarie, en France, au Luxembourg, en Pologne, en Roumanie, en Turquie et en Yougoslavie) et l'Association Ukrainienne pour la S. D. N. Ainsi la solidarité de notre activité pour sauver l'Ukraine de la famine, est absolue.

« En terminant cette lettre permettez-moi Excellence, de vous prier de faire tout ce qui est possible pour soulever au sein du Conseil de la S. D. N., la question douloureuse de la famine en Ukraine que j'envisage de soumettre également à l'Assemblée en présentant une lettre ouverte à son Président.

« Veuillez agréer, etc. ».

En même temps toutes les délégations à la S. D. N. reçurent des lettres du professeur Choulguine, représentant du Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne dans lesquelles après avoir exposé la question l'auteur demandait :

1° D'envisager les mesures susceptibles d'empêcher l'exportation du blé de l'U. R. S. S. en réalité de l'Ukraine;

2° D'organiser une commission d'enquête qui pourrait établir sur place l'étendue du désastre;

3° D'organiser un secours international aux affamés de l'Ukraine.

Ces démarches des Ukrainiens furent accompagnées de l'intervention auprès du Président du Conseil de la S. D. N. de Miss Corbett Ashby qui représentait la « Liaison Committee of Women's International Organisations » dont les membres sont :

1° World's Women's Christian Temperance Union.

2° International Council of Women.

3° World's Young Women's Christian Association.

4° International Alliance of Women for Suffrage and Equal Citizenship.

5° Women's International League for Peace and Freedom.

6° World Union of Women for International Concord.

7° International Federation of University Women.

8° Equal Rights International.

9° International Federation of Women Magistrates, Barristers and other Branches of the Legal Profession.

10° St Joans Social and Political Alliance.

Le Président de la S. D. N., le ministre Mowinckel prit à cœur la question de l'Ukraine et bravant les difficultés de procédure et de formalité, la posa devant les membres du Conseil de la S. D. N. Cédant devant la réglementation formelle il décida de convoquer les délégations à une réunion privée qu'il présidait et il fut décidé de soumettre la question au Comité International de la Croix Rouge. C'est M. Mowinckel en personne qui transmit ce vœu au Président du Comité de la Croix Rouge lequel va s'occuper de la question.

L'attitude généreuse du Président Mowinckel, bien digne d'admiration suscita les sentiments d'une profonde reconnaissance chez les Ukrainiens. En la personne de ce nordique au sang froid, l'Ukraine martyrisée trouva un chevalier no-

ble et sans reproche qui au moment du péril éleva sa voix, pleine d'autorité, pour la défense d'un peuple qui meurt de faim.

Le nom du ministre Mowinckel ne

sera pas oublié des Ukrainiens; il sera gravé pour toujours dans l'histoire moderne de l'Ukraine.

DMYTRO BOUG.



Revue de la presse

HERRIOT EN RUSSIE

La Géorgie Indépendante, journal géorgien édité à Paris, consacre au pèlerinage soviétique de M. Herriot les lignes suivantes :

« M. Herriot est de retour de Moscou. Son enthousiasme devant tout ce qu'il a vu provoque des controverses dans la presse française. Les « gauches » l'approuvent, bien qu'avec mollesse ; les « droitiers » l'attaquent. Deux questions sont en litige : la famine existe-t-elle, oui ou non, en U. R. S. S. ? Un rapprochement avec Moscou est-il profitable ?

A la première question, M. Herriot répond, en haussant les épaules : « La famine ? Je ne l'ai pas vue ! »

Et cela, il faut bien le croire, puisqu'il n'a vu que ce qu'on a bien voulu lui montrer. Les maîtres de Moscou ne sont pas assez bêtes pour lui montrer les cadavres de ceux qui sont morts d'inanition.

En réponse à la seconde question, M. Herriot souligne la puissance mili-

taire des Soviets. M. Pierre Cot, ministre de l'Air, dit la même chose dans le télégramme qu'il a envoyé à M. Litvinov : « J'espère très fermement, déclare le ministre, que, pour le grand profit de nos deux pays, une collaboration technique pourra s'établir, et plus particulièrement dans le domaine de l'aviation. »

Done, le rapprochement s'est transformé en une collaboration ; c'est, d'ores et déjà, chose déjà faite... Il n'y a pas de doute qu'en peu de temps, une « alliance défensive » franco-russe sera aussi un fait.

Et maintenant, pouvez-vous préciser où finit la défense et où commence l'agression ? L'alliance est seule profitable pour Moscou : elle va consolider la dictature soviétique ; mais en France, en dehors de M. Herriot et de son parti, personne ne croit à la puissance de Moscou, encore moins à sa parole. Est-il donc si difficile de comprendre qu'un peuple qui trahit si facilement un ami de quinze ans, l'Allemagne, soit incapable de trahir aussi

facilement le nouvel ami qu'est la France ? La Russie tsariste n'a pas trahi : elle est tombée. La Russie stalinienne, elle, trahira avant d'être tombée.

Mais revenons au voyage de M. Herriot. Le bateau soviétique *Tchitcherine*, parti de Stamboul, mit le cap sur Odesa et y jeta l'ancre. Pourquoi pas à Batoum ? Doit-on supposer que pour M. Herriot, il n'était pas intéressant de voir Batoum, Tiflis, Bakou, Grozno ? N'avait-il pas déclaré, il y a de cela quelques années, qu'il serait heureux de voir le pays de la Toison d'Or, l'ancienne Colchide, la patrie d'une race la plus belle qui soit au monde, comme le disent les dictionnaires français ? Qu'est-ce qui a pu l'empêcher de réaliser ce rêve ? Probablement le scrupule d'éviter le regard des Géorgiens au lendemain de la fermeture de la légation géorgienne à Paris. Le moindre mauvais coup n'était certainement pas à redouter en Géorgie. Les tchékistes armés lui auraient montré beaucoup de choses, autant de témoignages du bien-être du peuple sous le régime soviétique ; mais M. Herriot est un grand psychologue : il a compris que la Géorgie, même enchaînée, est capable de lui faire sentir sans paroles son amertume et ses reproches...

Mais un autre déboire attendait M. Herriot : il n'a pas vu Staline ! Ce sera une grande lacune dans le livre qu'il va composer sur son voyage. Pour tous ceux qui le connaissent, il n'est pas douteux que c'est Staline qu'il voulait surtout voir et non pas ses laquais. Oui, ce n'est pas réjouissant pour un président du parti gouvernemental, pour un ancien premier.

Cela, il ne saurait l'oublier ni en parler, c'est trop délicat... »

PACTE A QUATRE ET GEORGIE

Le Conseil général de l'Union internationale de la paix, siégeant actuellement à Genève, a approuvé les interventions de son bureau auprès de la Conférence de Londres, ainsi qu'auprès des gouvernements allemands et français. Il a adressé notamment à M. Daladier, président du conseil français, la lettre suivante, signée par le président La Fontaine, et par le secrétaire général, M. H. Golay, au sujet du Pacte à Quatre et la Géorgie :

Le Bureau International de la Paix se réjouit d'avance de tous les bons résultats que peut avoir le Pacte à Quatre s'il est appliqué dans les conditions posées par la France et dans l'esprit dont est animé votre gouvernement.

Notre joie serait plus grande encore si nous pouvions espérer qu'il sera le moyen non seulement de faire disparaître les causes de mésentente entre les quatre signataires, mais encore d'amener le redressement de certaines violences perpétrées jadis au mépris du droit et des traités.

Le fait que la France a signé récemment le Pacte de non-agression avec la Russie ne lui permettrait-il pas d'user de son influence en faveur de cette malheureuse Géorgie qui depuis tant d'années est privée d'une indépendance que la Russie lui avait solennellement garantie ? Peut-on concevoir l'établissement d'une paix durable tant que subsisteront des situations aussi contraires au droit, tant que la justice proclamée à Genève sera bafouée par ceux qui s'en prétendent les défenseurs ?

Nous savons, Monsieur le président du conseil quels sont vos sentiments à cet égard. Nous savons que, serviteur fidèle des causes justes, vous ne manquerez pas de tenir, quand l'heure paraîtra opportune, les propos qu'il faudra et assurer une réparation qui vaudrait d'ailleurs à votre puissant partenaire la reconnaissance du monde entier.

Un ancien ministre d'Azerbaïdjan en prison

Le journal azerbaïdjanien *Istiklal* du 20 septembre dernier, signale que d'après les déclarations faites par des réfugiés ayant récemment quitté l'Azerbaïdjan, les prisons de Bakou regorgent de nationalistes et d'intellectuels azerbaïdjanais. Parmi ces détenus se trouvent : l'ancien ministre du gouvernement national d'Azerbaïdjan, Khoudadat bey Melik Aslanor et Ahmed Djevdad bey Pepinov. Tous deux sont en prison depuis 1929 sous l'accusation d'avoir pris part à un soulèvement armé de paysans lors de l'introduction de la collectivisation.

Une nouvelle vague d'émigrés en Turquie

D'après des informations reçues d'Istamboul une foule d'émigrés venus du nord de l'Azerbaïdjan est arrivée dans le vilayet de Kars en Turquie. Parmi eux l'on cite le professeur à la Faculté pédagogique de l'Université de Bakou Abbas Kouli bey et quelques ingénieurs et techniciens. La situation des nouveaux venus est des plus pénibles, surtout pour ce qui est des femmes et des enfants (*Istiklal* 20-9).

Dans le numéro de ce même journal l'on trouve que par ordre du Gouvernement turc, les émigrés

azerbaïdjanais de la région de Kars, Van, Igdir etc., sont envoyés dans le vilayet de Mouch, région d'Altyn-Ova où l'on se propose d'installer près de 100.000 émigrés azéris.

De Perse, ce même organe annonce que le Gouvernement persan ne permet point aux émigrés azerbaïdjanais de se fixer le long de l'Araxe mais qu'il les envoie au Kurdistan.

CARTES DE PAIN A BAKOU

D'après le *Bakinski Rabotchi*, du 22-6-33 (cité dans l'*Istiklal* du 20 septembre, des cartes de pain ont été délivrées à Bakou au mois d'avril dernier. Le nombre de ces cartes s'élève à 559.577. Au mois de mai, le nombre de ces cartes a atteint 589.564. Le nombre de personnes restées sans cartes de pain (c'est-à-dire sans pain) s'élève, pour le mois d'avril, à 140.423; pour le mois de mai, à 110.436. Et l'on a le courage de dire que la famine n'existe pas en Russie !

LA FAMINE

Le journal des nationalistes de Crimée *Emel Medjmuâsi* de septembre (N° 9) signale que la famine sévit dans toute sa rigueur en Crimée. La population turque de Crimée est la plus atteinte. De son côté, le journal *Volnoïe Kazatchestvo* (Les Cosaques Libres) du 25 septembre publie un appel motivé par la situation lamentable dans laquelle se trouve plongée la population des territoires cosaques. D'après les données du Gouvernement soviétique, le pain existerait en quantité suffisante dans le pays, mais il n'est pas accessible à tout le monde, notamment à la population cosaque. L'ap-

pel conclut en ces termes : « La situation de notre patrie et les relations établies à l'extérieur poussent les Cosaques vers un seul but : quel qu'en soit le prix, faire mettre à l'ordre du jour la question de la libération urgente des pays cosaques. Nul prix, nul sacrifice ne serait assez grand en comparaison avec le prix et les sacrifices qui sont actuellement apportés aux occupants de Moscou.

Nos voix sont faibles, mais si désespéré que soit notre appel, nous nous adressons cependant à tous ceux qui ont de la compassion dans les cœurs, avec notre cri de douleur : Au secours ! S.O.S. ».

AU TURKESTAN

Se référant à des communiqués parus dans le *Kzyl Uzbekstan*, la revue *Yach Tourkestan* N° 46 de septembre 1933 annonce que les instituteurs d'Uzbekistan ne touchent plus leur salaire. C'est ainsi que dans le rayon d'Alty-Aryk, les salaires non payés aux instituteurs se montent à 197.00 roubles; dans le rayon de Djizak il s'élève à 60.000 roubles et dans le rayon de Chakhri-siabs, à 310.000 roubles. Dans le rayon d'octobre de Tachkent, le montant des salaires non payés s'élève à 50.000 roubles. Il est certains rayons où les instituteurs n'ont point reçu leurs appointements pour les vacances de 1932, tels celui de Kas-san-Say, sans compter les appointements habituels depuis le mois de mars de cette année.

Dans 20 rayons d'Uzbekistan, le Gouvernement doit encore aux instituteurs la somme de 708.108 roubles pour l'année 1932. Dans ces mêmes rayons, ce dû s'élevait au premier mai, à plus d'un million de rou-

bles. Les plaintes formulées par les instituteurs sont restées sans résultats positifs, si bien qu'au 10 juillet la somme due aux instituteurs dans lesdits rayons sans compter les mois de vacances, s'élevait à 1.768.170 roubles. Le journal soviétique *Kzyl Uzbekstan* lui-même reconnaît que ce chiffre est au-dessous de la réalité.

Le journal de Tachkent signale encore une situation anormale: dans les rayons de Baïsou, d'Andijan, de Kaganovitch, de Nour-Ata, l'état budgétaire de l'instruction publique pour l'année 1932 montre un excédent d'argent resté inutilisé dans ces rayons sans que cependant les instituteurs aient pu recevoir leur dû.

Le mouvement des insurgés au Turkestan

Dans ce même numéro de la revue *Yach Tourkestan*, on trouve un communiqué du correspondant de Meched (Perse) annonçant que le mouvement des insurgés turkestanais se poursuit. Le Gouvernement soviétique fait appel aux volontaires pour lutter contre ces insurgés dont le quartier général est dans le Kara-Koum. Les volontaires reçoivent individuellement en s'engageant, 15 livres de blé. La première rencontre avec les insurgés a été marquée par un échec. Le nombre des insurgés ne cesse de s'accroître.

La politique extérieure de la Pologne jugée par la presse turque

L'un des organes de presse des plus influents en Turquie, la *Djumhuriyet* (La République) du 21 septembre apprécie en termes particulièrement flatteurs la politique extérieure du Gouvernement polonais. D'après ledit journal, la venue au

pouvoir des nationaux-socialistes en Allemagne n'a nullement ébranlé la calme fermeté de la politique de la Pologne, à l'encontre de certains autres pays. Dans le temps même où la Turquie et la Grèce ont inauguré une politique de rapprochement et d'amitié susceptible de créer une atmosphère de paix dans les Balkans, contrée toujours troublée, la Pologne, dans un autre coin de l'Europe où la situation est non moins complexe, inaugurerait, à son tour, une politique de bon sens et de calme. Elle a su parfaitement régler ses relations avec Dantzig où le pouvoir est dans la main de ces mêmes nationaux-socialistes allemands. Le dit organe turc accorde une grande importance à la visite toute récente de M. Beck, ministre des Affaires étrangères de Pologne à Paris ; il conclut : « Si les autres Etats suivaient l'exemple de la Turquie et de la Grèce dans les Balkans, de la Pologne en Europe Orientale, la crise européenne serait sensiblement atténuée. »

A MOSCOU

Georges Oudard nous parle de la vie mondaine à Moscou, des artistes, des écrivains (*Paris-Soir*) :

« Les écrivains, les artistes et d'abord le poète lauréat qui a toujours l'air de garder sa couronne sur la tête, fréquentent aussi les salons de la capitale, c'est-à-dire, que le gouvernement autorise ces messieurs à y briller sans trop d'éclat sous la surveillance morale de trois ou quatre censeurs chargés de contrôler d'ordinaire leurs travaux.

« Mais Staline, qui ne se gêne pas pour déclarer qu'il juge les nouveaux littérateurs soviétiques totalement dépourvus de talent, paraît

un peu revenu de ces méthodes. Il protège maintenant les auteurs ayant une once d'indépendance.

« C'est grâce à sa toute-puissante intervention qu'on peut voir en ce moment à Moscou une pièce comme *La Peur*, où pendant presque trois minutes un professeur ose proclamer que le régime que subit aujourd'hui la Russie est celui de la peur, et entendre, dans un autre théâtre, chanter *Dieu protège le tsar*.

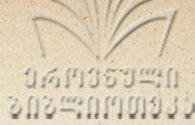
« A la première représentation de ce drame révolutionnaire, l'émotion fut intense. Chacun, en écoutant cet air du passé, sentait ressusciter en lui son propre passé. Le lendemain, la ville entière le fredonnait. Le gouvernement allait-il faire retirer la pièce ou couper le passage délictueux ? Il s'en tira avec son adresse coutumière en plaçant à côté du chanteur un ivrogne dont les gestes grotesques tournent en dérision toutes les paroles. »

CHINSCHUK A ROME

M. Chinschuk, ambassadeur des Soviets à Berlin, qu'on disait reparti pour rejoindre son poste, est revenu à Rome. Il était allé à Sorrente pour rendre visite à M. Maxime Gorki, qui, comme on le sait, demeure dans cette ville.

M. Chinschuk a l'intention de passer quelques jours à Rome pour prendre contact avec diverses personnalités politiques et éventuellement conférer sur l'état des relations russo-allemandes avec M. Mussolini.

On sait que M. Mussolini est intervenu, à plusieurs reprises à Berlin, pour maîtriser la campagne hitlérienne contre la Russie soviéti-



que. Cette campagne semble gêner l'U.R.S.S., en raison de ses nombreuses difficultés de l'heure présente, surtout en ce qui concerne l'Ukraine, dont les milieux russes blancs réfugiés à Berlin envisagent le détachement et l'indépendance avec l'appui de l'Allemagne. Ce malheureux pays est réduit à une telle misère qu'il accueillerait n'importe quelle intervention étrangère contre une libération.

M. Chinschuk voudrait, semble-t-il, obtenir de M. Mussolini que sa médiation s'étende jusqu'au rapprochement entre la Russie et l'Allemagne et, peut-être même, jusqu'à la préparation d'un accord germano-russe de non-agression.

La politique de Moscou tend ainsi à s'assurer la neutralité de tous les Etats de l'Europe occidentale par des pactes successifs, dont le dernier serait un accord avec l'Allemagne. La Russie soviétique, sûre de la non-intervention des autres puissances, pourrait alors se consacrer sans pré-occupations extérieures à la solution de ses difficultés intérieures qui semblent être de plus en plus grandes.

*
**

L'*Osservatore Romano*, s'occupant du pacte italo-soviétique, ne fait pas de distinction entre le gouvernement des Soviets et la Troisième Internationale.

Par la signature de ce pacte, Mos-

cou, dit-il, vise à prendre une revanche diplomatique, sur la faillite retentissante de l'Internationale communiste.

Plus loin, l'organe du Saint-Siège ajoute :

Toutes tentatives de bouleversement du monde occidental par lesquelles les émissaires russes ont ensanglanté la vie publique des centres les plus délicats de la vie européenne, ayant fait naufrage, les dictateurs du Kremlin tentent de refaire le chemin sous l'apparence de postulateurs de paix et d'amitié. Paix et amitié qui permettent, par leur aide aux communistes (considérés comme un crime dans les Etats occidentaux) de franchir les mortelles difficultés intérieures, c'est-à-dire, de vivre. Or vivre, signifie pour tout dire, se reprendre tôt ou tard.

Après avoir rappelé l'activité diplomatique déployée ces derniers temps par l'U.R.S.S., l'*Osservatore Romano* ajoute :

« Aux pactes, accords et ententes, s'ajoute aujourd'hui le pacte italo-russe qui révèle par rapport aux autres une cordialité toute particulière. Les rapports économiques italo-russes étant naturellement inférieurs à ceux de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la France, il ressort du pacte italo-russe une entente toute particulière de l'amitié et de la politique entre les deux pays. »

.....

BIBLIOGRAPHIE

« LE PROBLEME DU CAUCASE » —

(au sujet du livre du Dr Mir Yacoub)

Le problème du Caucase est l'un des plus intéressants de l'histoire. Depuis les temps les plus reculés de l'existence du Caucase, de cet isthme qui unit l'Orient à l'Occident, de cette voie par laquelle se sont frayées un passage les migrations des peuples, mettant ainsi en contact les différentes civilisations mondiales, un point de la plus grande importance s'est créé. Le désir de s'emparer de cette clé mondiale, de la posséder, a été de tout temps le but de tous les Etats puissants qui, aux différentes époques de l'histoire, ont cherché à étendre leur domination exclusive sur l'Occident et sur l'Orient. Que de fois les peuples du Caucase ont été obligés, attaqués par ces puissants Etats, de prendre les armées pour défendre leurs droits et leur indépendance.

L'époque où nous vivons est l'un de ces moments où les peuples du Caucase sont, une fois encore, obligés de concentrer toutes leurs forces pour lutter contre les oppresseurs du Nord.

C'est à l'étude de l'aspect actuel du problème du Caucase qu'est consacré le livre du docteur Mir Yacoub, qui vient de paraître sous le titre : *Le problème du Caucase*. Cette œuvre traite principalement de la question nationale ; elle est consacrée tout particulièrement à l'analyse et au développement du mouvement national parmi les peuples du Caucase.

L'auteur, sorti de l'Institut Polytechnique de Saint-Petersbourg, doc-

teur en droit, possédant parfaitement les langues et la littérature turque et persane, et l'un des hommes publics et politiques les plus en vue d'Azerbaïdjan, qui a pris une part très active dans les affaires du Caucase au cours de ces vingt dernières années, est sans contredit l'homme le plus indiqué pour faire ce grand travail.

L'étude du docteur Mir Yacoub commence à l'époque de la conquête du Caucase. En une série de chapitres clairement exposés, l'auteur brosse un tableau de l'origine du mouvement national et des partis politiques parmi les différents peuples du Caucase pour arriver ensuite à l'époque de la séparation du Caucase d'avec la Russie et à la création de républiques caucasiennes indépendantes.

Le lecteur trouvera dans cet ouvrage un exposé objectif des relations réciproques entre républiques caucasiennes et un aspect politique de la question touchant aux relations avec l'Europe en général et avec la Turquie en particulier. Il y trouvera également les facteurs politiques qui ont amené la perte de l'indépendance et l'asservissement du Caucase par les bolcheviks russes.

De cet aperçu de l'histoire du Caucase au cours de deux siècles environ, l'auteur conclut à l'existence certaine de l'unité des aspirations nationales et du front politique des peuples du Caucase avec pour résultat une foi immuable dans le succès final de la lutte pour leur libération. La liberté du Caucase, dit l'auteur, sera un bienfait non seulement pour les peuples qui l'habitent, mais encore pour l'humanité. Il termine par ces mots :

« On peut donc dire sans exagération que l'intérêt du monde concorde avec les justes aspirations des peuples du Caucase. »

Le livre se présente sous une forme parfaite ; il a été édité par la « Librairie orientale et américaine » de G.-P. Maisonneuve, à Paris. C'est un apport des plus précieux pour l'étude du problème du Caucase. Nous ne pouvons que souhaiter plein succès à ce livre, succès très mérité pour sa diffusion.

A.

« IDEL-OURAL » —

Le nouveau livre de Gayaz Ishaki, intitulé *Idel-Oural*, consacré à l'histoire du mouvement national des peuples de l'Idel-Oural, vient de paraître. L'auteur, Gayaz Ishahi est un écrivain, connu non seulement parmi ses concitoyens, mais encore parmi les peuples turks et les musulmans du monde. Démocrate convaincu et ardent patriote, il a lutté pour son peuple à l'époque du tsarisme russe ; à ce titre, seul n'était mieux indiqué pour écrire l'histoire du mouvement culturel et national de l'Idel-Oural.

Cette contrée, comme le nom l'indique, est située entre l'Idel (la Volga) et la chaîne de l'Oural ; elle est habitée par une population turko-tartare possédant sa propre civilisation, héritage de la Chine, d'une part et du monde islamique d'autre part, dans le courant du dixième siècle.

L'Idel-Oural fit des emprunts à de ces deux grandes civilisations et se développa librement au cours de quelques siècles, pour atteindre son apogée au temps de la Horde-d'Or, époque où la Moscovie était sous la dépendance de cet empire.

Sans nous attarder sur une analyse détaillée du développement historique de l'Idel-Oural, nous nous permettrons d'engager nos lecteurs à lire l'œuvre intéressante et fort bien documentée de l'auteur Gayaz Ishaki ; il y trouvera matière à conclusion. Nous recommandons tout spécialement la partie consacrée au mouvement national et culturel de l'Idel-Oural au cours des dernières années du tsarisme, la lutte soutenue contre ce régime et qui n'a pas cessé depuis sous le régime soviétique. Dans la lutte contre le bolchevisme et pour son indépendance, l'Idel-Oural a subi d'innombrables pertes. Le lecteur trouvera en outre dans ce livre, de précieux renseignements sur la structure sociale et économique de l'Idel-Oural, sur les partis politiques, la littérature, le théâtre, la géographie, l'ethnographie, l'histoire de ces contrées.

Le nom de l'auteur Gayaz Ishaki, la valeur documentaire qui accompagne ce livre et la présentation même de l'ouvrage le rendent intéressant et attrayant pour ceux de nos lecteurs désireux de connaître l'un des problèmes nationaux des plus importants de l'Europe orientale. Nous le leur recommandons bien vivement.

La Gérante : A. Laizé.

VIENT DE
PARAITRE

LE PROBLÈME --- DU CAUCASE

par MIR YACOUB

Docteur en droit

ETUDE HISTORIQUE ET POLITIQUE
DU MOUVEMENT NATIONAL
DES PEUPLES DU CAUCASE

Prix: 20 francs

EN VENTE:

à la LIBRAIRIE G. P. MAISONNEUVE, 3, rue du Sabot à Paris
et chez l'auteur

161-bis, rue de la Convention à Paris

E5114E
1933

TYPOGRAPHIE
FRANCO-CAUCASIENNE
50, FAUBOURG DU TEMPLE
PARIS XI